

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 10/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE

ZI des Quatre Nations

44360 VIGNEUX DE BRETAGNE

Références : N5-2022-0017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2022 dans l'établissement MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE implanté ZI des Quatre Nations 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE. L'inspection a été annoncée le 29/11/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE
- ZI des Quatre Nations 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0006301275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société MECAPROTEC Loire-Atlantique exploite, sur le site de Vigneux-de-Bretagne, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des impacts sur l'environnement
- Suivi des équipements : moyens de prévention et de protection contre l'incendie (AN 2022)
- Suites des précédentes visites

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- Mise à jour du tableau de classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1-1-4	/	
2- Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7	/	
3- Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	AP Complémentaire du 24/10/2019, article 2	/	
4- Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-8	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5- Tri des déchets	Code de l'environnement, article D543-278	/	
6- Suivi des équipements : Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-10	/	
7- Suivi des équipements : Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12	/	
8- Suivi des équipements : Poteaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-10	/	
9- Évacuation des eaux de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-15-V	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10- Suivi des impacts sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016	/	
11- Suivi des équipements	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 9-1-2	/	
12- Suites des précédentes inspections	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnés d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Mise à jour du tableau de classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1-1-4
Prescription contrôlée : Liste des installations visées par une rubrique de la nomenclature ICPE et IOTA
Constats : Par décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019, a été créée la rubrique n°1978 - Installations utilisant des solvants organiques. Au vu des éléments présentés dans le plan de gestion des solvants pour l'année 2020, la consommation de solvants serait supérieure à 5 tonnes par an. Par ailleurs, suite à l'évolution de la classification de l'acide nitrique au titre du règlement CLP, l'acide nitrique en solution d'une concentration comprise entre 26,5 % et 70 % est, dorénavant, classé H331 (toxicité aiguë par inhalation, catégorie 3). Au vu de l'inventaire des produits dangereux présents sur le site, la quantité d'acide nitrique susceptible d'être présente dans l'installation relevant de la rubrique 4130-2 serait supérieure à 1 tonne. L'exploitant sollicitera, dans les meilleurs délais, le bénéfice d'antériorité pour les rubriques n°1978-8 et 4130-2 de la nomenclature des ICPE, en application des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 2 - Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces en concentration et en flux
Constats : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisé le 25-03-2021 met en évidence des non-conformités pour les flux rejetés en acide fluorhydrique, en nickel et en chrome de l'installation "Naval – Industrie". L'exploitant a analysé ces non-conformités et conclut que les flux repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 24-10-2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 10-11-2016 se basant sur les informations figurant dans l'évaluation quantitative des risques sanitaires remise sont inadaptés. Il envisage de mettre à jour son étude. L'exploitant doit transmettre, dans les meilleurs délais, la mise à jour de l'évaluation quantitative des risques sanitaires justifiant l'absence d'impact sur l'environnement des flux de polluants émis au niveau de l'installation de traitement de surfaces "Naval - Industrie" et solliciter la mise à jour de son arrêté préfectoral en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 3 - Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 2
Prescription contrôlée : Mesure de la concentration en tétraborate de sodium dans les rejets de l'installation de traitement de surfaces n°2 - 6 mois après la mise en service des nouvelles installations de traitement de surfaces
Constats : Lors du contrôle des rejets des installations de traitement de surfaces "Aéro" réalisé le 25-03-2021, la concentration en tétraborate de sodium n'a pas été mesurée. L'exploitant s'est engagé à intégrer ce paramètre lors du prochain contrôle des rejets atmosphériques de l'installation. L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces "Aéro" intégrant la mesure de la concentration en tétraborate de sodium.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 4 - Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-8
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties des solvants des installations concernées.
Constats : En préalable à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants pour l'année 2020. Celui-ci était incomplet car aucune mesure au niveau des rejets canalisés n'avait été réalisée en 2020. L'exploitant transmettra le plan de gestion des solvants pour l'année 2021, justifiant, en particulier, le respect du flux annuel des émissions diffuses (ne devant pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée). Il s'assurera que les rejets canalisés à l'atmosphère (O1) seront exprimés en masse de solvants (et non en équivalent carbone).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 5 - Tri des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D543-278
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois trient à la source ces déchets par rapport aux autres déchets. Les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois peuvent être conservés ensemble en mélange.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que le tri des déchets mis en place était très perfectible, une grande partie des déchets industriels devant être triés étant mise dans la benne "tout venant". L'exploitant doit mettre en place, de manière rigoureuse et dans les meilleurs délais, un tri à la source des déchets de papier/carton, de métal, de plastique, de verre et de bois. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Les déchets appartenant à ces catégories peuvent être stockés ensemble en mélange mais pas avec d'autres déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 6 - Suivi des équipements : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-10
Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments est équipé d'un système de détection d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement.
Constats : Le système de détection d'incendie a été étendu à l'ensemble des bâtiments, y compris les locaux techniques et les bureaux. Le plan d'implantation des détecteurs présenté lors de la visite n'avait pas été mis à jour. Au vu du registre de sécurité, la dernière vérification du système de détection d'incendie a été réalisée le 13-12-2021 par la société CEMIS. Le rapport de contrôle n'était pas disponible le jour de la visite. L'exploitant mettra à jour le plan d'implantation des détecteurs d'incendie et transmettra le rapport de contrôle du système de détection d'incendie réalisé le 13-12-2021. Le cas échéant, il précisera les dispositions prises ou envisagées pour lever les non-conformités ou observations figurant dans le rapport de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 7 - Suivi des équipements : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modifications. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions (...) du code du travail.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la société SOCOTEC le 22-01-2021. Il met en évidence douze observations, dont deux concernent des protections contre les surintensités inadaptées. L'exploitant a alors précisé que des travaux de remise en conformité ont été réalisés fin 2021. Les justificatifs correspondants n'ont pas pu être présentés lors de la visite. L'exploitant doit transmettre les documents justifiant la prise en compte des observations émises lors du dernier contrôle des installations électriques. Il veillera au respect de la périodicité annuelle de ce contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 8 - Suivi des équipements : Poteaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-10
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, comprenant notamment : (...) deux poteaux d'incendie dont un au moins est situé à moins de 150 m d'un débit unitaire de plus de 60 m ³ /h pendant deux heures.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter de document justifiant la disponibilité des débits d'eau au niveau des deux poteaux d'incendie localisés près du site. L'exploitant se rapprochera du gestionnaire de l'alimentation en eau pour obtenir ces justificatifs et les transmettra à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 9 - Évacuation des eaux de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-15-V
Prescription contrôlée : Un bassin d'un volume minimum de 300 m ³ est mis en place à l'extérieur du bâtiment. Les eaux recueillies à l'intérieur de l'atelier principal s'y déversent par trop plein à partir d'une canalisation d'un diamètre minimal de 300 mm reliant, de manière gravitaire, l'atelier au bassin.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une plaque au niveau du débouché de la canalisation dans l'atelier principal qui empêche l'écoulement gravitaire des eaux d'extinction en cas d'incendie. De plus, suite aux fortes pluies, le bassin de confinement était bien rempli. L'exploitant doit s'assurer, en toutes circonstances, de la possibilité d'évacuer les eaux de l'atelier vers le bassin et de la disponibilité du volume de 300 m³ au niveau du bassin de confinement des eaux d'extinction. Il précisera les dispositions mises en place en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : 10 - Suivi des impacts sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016
Prescription contrôlée : Mise en place des contrôles prescrits
Constats : Lors de la visite, les rapports de contrôle suivants ont été présentés : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de contrôle des rejets des installations d'application de peinture du 25-03-2021 ;- Rapport de contrôle des rejets d'eaux pluviales du 27-10-2020 ;- Rapport de contrôle des niveaux sonores du 19-10-2021. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 11 - Suivi des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 9-1-2
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle suivants : <ul style="list-style-type: none">- Systèmes de désenfumage : Vérification réalisée par la société Extincteurs Nantais le 06-08-2021 ;- Extincteurs : Vérification réalisée par la société Extincteurs Nantais le 08-02-2021 ;- Portes coupe-feu : Vérification réalisée par la société Extincteurs Nantais le 06-08-2021. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant a également précisé que les systèmes de chauffage électrique de l'installation de traitement de surfaces "Naval- Industrie" ont été remplacés par le système de chauffage à eau chaude suite à la mise en service de la nouvelle chaudière (dans le cadre de la mise en place de l'installation de traitement de surfaces "Aéro").
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 12 - Suites des précédentes inspections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016
Prescription contrôlée : Suite des précédentes inspections
Constats : Les suites données aux constats des précédentes inspections ont été examinées. Les constats suivants sont considérés comme soldés : Pour l'inspection du 19-03-2019 : <ul style="list-style-type: none">- E1-Détection Incendie : Mise en place de la détection incendie dans l'ensemble des bâtiments ;- E2-Installations électriques : Réalisation de la vérification périodique ;- E3-Désenfumage : Réalisation de la vérification périodique ;- R1-Déclencheurs d'alarme en point bas : Réalisation d'un contrôle périodique et traçabilité ;- R2-Détection Incendie : Réalisation de la vérification périodique ;- R3-Consommation d'eau : Justification du dépassement ;- R4-Évacuation des eaux vers le bassin de confinement : Mise en place d'une consigne ;- R5-Plan de gestion des solvants 2018 ;- R6-Registre des déchets : Intégration des déchets non dangereux ;- R7-Ouverture dans le mur coupe-feu périphérique : Réalisation des travaux. Pour l'inspection du 11-04-2018 : <ul style="list-style-type: none">- E1-Pollution des sols : Remise des études en préalable à la présente inspection ;- E2-Systèmes de disconnexion : Remise en conformité des installations ;- E3-Vérification des portes-coupe-feu : Réalisation de la vérification périodique ;- R3-Surveillance des eaux pluviales : Réalisation du contrôle et révision de la périodicité.
Type de suites proposées : Sans suite